

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Environmental Consultant	
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ447-152375/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client EQ447-152375	Date 2015-09-14
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-003-6899	
File No. - N° de dossier TOR-5-38062 (003)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-09-18	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Escander, Lisa	
Buyer Id - Id de l'acheteur tor003	
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2062 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EQ447-152375/A

Amd. No. - N° de la modif.

002

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor003

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EQ447-152375

File No. - N° du dossier

TOR-5-38062

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page est laissée blanche intentionnellement

Question 1 :

B1.1 : Ce tableau porte-t-il seulement sur les quatre rôles de personnel clé (directeur du projet, gestionnaire du projet, expert-conseil principal – EES, expert-conseil principal – ER)? Ou sur toutes les ressources auxquelles on doit avoir recours pour compléter le plan de travail?

B1.2 et B1.3 : si le tableau en B1.1 est seulement pour le personnel clé, la main-d'œuvre des autres ressources de la firme doit-elle être incluse dans le tableau en B1.2 ou B1.3? Par exemple, le tarif de la main-d'œuvre pour le forage de la firme doit-il être indiqué en B1.3 selon le coût par échantillon ou en B1.2 selon le coût par puits? Ou encore, les tableaux en B1.2 et B1.3 doivent-ils simplement couvrir tous les coûts des sous-traitants/de l'entrepreneur et les autres débours?

Réponse 1 :

Le temps et les honoraires associés aux ressources propres aux soumissionnaires doivent être indiqués dans le tableau en B1.1 (B2.1) Ressources proposées. Les coûts des sous-traitants liés au forage ou à l'analyse des échantillons doivent être indiqués dans les tableaux en B1.2 (B2.1) Frais de forage et B1.3 (B2.3) Analyse d'échantillons.

Chacun des tableaux fournis correspond à des coûts spécifiques. Le tableau en B1.1 (B2.1) doit comprendre tous les coûts associés au forage, comme il est indiqué à l'annexe B. le tableau en B1.3 (B2.3) doit comprendre tous les coûts associés à l'analyse des échantillons. Le tableau en B1.1 (B2.1) doit comprendre tous les honoraires associés aux ressources proposées (y compris les ressources clés).

Question 2 :

B1.3 et 2.3 : la liste des essais de toxicité fournie dans les tableaux d'analyse des échantillons ne correspond pas à ce qui est énuméré dans le plan de travail. Par exemple, à la section 4.4 (Toxicité des sédiments), les essais de toxicité suivants sont prescrits : *C. tentas*/*C. reparius*, *H. azteca*, et Tête-de-boule. Pouvez-vous confirmer que ces tests devraient être inclus dans les tableaux en B1.3 et B2.3, et pour quelles quantités?

Réponse 2:

Le tableau en B1.3 Analyse des échantillons et le tableau en B2.3 Analyse des échantillons de l'Annexe B ont été révisés pour inclure l'analyse de la Tête-de-boule. Les articles pour l'élimination ont également été retirés, car l'élimination doit être incluse dans le prix tout compris. Veuillez consulter la modification ci-dessous.

Question 3 :

Plan de travail de SNC; la Section 5.1.1 renvoie à la mise en place et au maintien à jour d'un site Web par l'entrepreneur en ce qui concerne la publication d'information générale aux parties intéressées publiques. Est-ce qu'il s'agit d'une exigence, et dans l'affirmative, durant quelle étape (1 ou 2)?

Réponse 3 :

La mise en place et le maintien d'un site Web ne sont pas une exigence dans le cadre du présent contrat. Le soumissionnaire peut informer les intervenants publics des derniers développements par des lettres envoyées par la poste, pour autant que les exigences de l'appendice 1 de l'Annexe A soient satisfaites au moyen de cette méthode.

Question 4 :

Section C.3.1 – L'affiliation professionnelle auprès de l'Ontario Institute of Agrologists est-elle considérée être une accréditation reconnue?

Réponse 4 :

La désignation d'agrologue professionnel (P.Ag) accordée par l'Ontario Institute of Professional Agrologists est considérée être une accréditation acceptable.

Question 5 :

À la section 3.2.1.3 du plan de travail de SNC – la description des services de distribution d'eau dans le texte ne semble pas correspondre aux renseignements fournis à la figure 8.

Réponse 5 :

Les canalisations d'eau principales se trouvent au sud de l'AIH, le long de la rue Upper James et dans la zone aménagée qui se trouve immédiatement au sud de l'AIH dans la zone de la rue Upper James. La dernière phrase de la section 3.2.1.3 du plan de travail devrait indiquer qu'une partie de la zone en aval de l'AIH de la zone étudiée est desservie par la municipalité.

Question 6 :

La Section 3.4.4 du plan de travail de SNC suggère que les critères appropriés pour les PFC ne sont pas disponibles, et que l'entrepreneur doit comparer les résultats aux concentrations de fond. Mais la Section 3.4.4.2 indique que lorsqu'un critère seuil n'est disponible, l'entrepreneur doit effectuer un examen de la littérature et une compilation détaillée des données toxicologiques en vue d'élaborer des critères seuils propres au site. Le Plan de travail SNC n'est pas clair quant au niveau d'effort anticipé concernant la compilation des renseignements sur la toxicité et l'élaboration de critères propres au site, ce qui aura des conséquences sur l'établissement des coûts pour l'étape 1. Pouvez-vous fournir plus de renseignements sur les attentes quant au niveau d'effort? De plus, il est attendu qu'une partie du travail d'examen de la littérature ait été effectuée auparavant par d'autres organismes fédéraux, et il pourrait être plus rentable d'accéder à ces documents plutôt que de payer afin que ce travail soit effectué une fois de plus.

Réponse 6 :

La Section 6 du Plan de travail précise que la détermination des critères seuils est requise, y compris les approches d'obtention des critères quand un critère n'est pas adopté d'une source établie. Lorsqu'un critère n'est pas disponible, le soumissionnaire retenu doit examiner en détail la littérature et compiler les données toxicologiques en vue d'élaborer des critères seuils propres au site. La méthode d'obtention des critères devrait se fonder sur des critères scientifiques solides, un protocole et des lignes directrices appropriés, et les meilleures pratiques actuelles.

Question 7 :

La Section 4.8 du plan de travail de SNC renvoie à l'installation de puits multiniveaux permettant de cibler la surface d'eaux souterraines peu profondes mais aussi d'évaluer les risques d'obstruction aux puits à usage domestique. Comme la profondeur de l'installation affectera le coût de forage par unité dans le tableau B1.2, pouvez-vous fournir de l'information détaillée et spécifique concernant les profondeurs de forage auxquelles s'attendre? Est-il prévu de caractériser l'atténuation verticale sur une distance verticale relativement courte (de 3 à 5 m) ou d'installer les puits les plus profonds à une profondeur similaire à celle des puits domestiques de la région?

Réponse 7 :

Veuillez consulter la réponse à la question 4 de la modification 001.

Question 8 :

Veuillez clarifier quels relevés (énumérés à la section 4.10.1 du plan de travail de SNC) devraient faire partie de la portée de l'étape 1 et lesquels, de la portée de l'étape 2 :

- 1a. Plantes vasculaires – Étapes 1 et 2?
- 1b. Oiseaux nicheurs – Étape 2?

- 1c. Mammifères – Étapes 1 et 2?
- 1d. Herpétofaune – Stage 2?
- 1e. Poisson et benthos – Étapes 1 et 2?

Réponse 8 :

Veillez vous reporter à la section 4.3 (Relevé des ressources écologiques et des espèces) du plan de travail plutôt qu'à la section 4.10.1. Comme il est indiqué à la Section 4.3, la portée du travail pour les relevés des espèces à l'étape 2 sera définie à la fin de l'étape 1, compte tenu des résultats de cette étape. Aux fins de l'estimation des coûts, le soumissionnaire devrait présumer que la portée du travail à l'étape 2 sera équivalente à celle de l'étape 1.

Question 9 :

La section C3.1 exige une liste des accréditations professionnelles pertinentes et valides reconnues dans la province de l'Ontario (ingénieur, géoscientifique professionnel, chimiste professionnel, professionnel en gestion de projet (PGP), personne qualifiée (Évaluation environnementale de site [EES]), personne qualifiée (Évaluation du risque [ER]), technologue agréé en ingénierie, technologue en sciences appliquées, hygiéniste industriel agréé ou hygiéniste du travail agréé). Le personnel possédant une accréditation équivalente délivrée par une compétence autre qu'ontarienne sera-t-il reconnu et recevra-t-il tous les points? Dans l'affirmative, veuillez clarifier les exigences pour ce qui est de démontrer une équivalence acceptée aux accréditations indiquées reconnues délivrées par l'Ontario.

Réponse 9 :

Une personne clé possédant l'accréditation et les permis professionnels valides et pertinents, lorsque la compétence pertinente est en Ontario, recevra tous les points possibles conformément à la DDP pour être en possession de la certification accréditée. Pour les accréditations et permis professionnels valides et pertinents qui fournissent une couverture pour pratiquer en Ontario, une personne recevra également des points pour la certification accréditée. Les accréditations et permis professionnels pertinents délivrés en dehors de l'Ontario seront pris en compte si aucune désignation ou accréditation équivalente n'existe en Ontario.

Question 10 :

Le tableau aux pages 21 et 22 de la DDP/de l'EDT pour la présente possibilité définit les dates jalons d'achèvement des lots de travaux requis que doit respecter l'entrepreneur. Toutefois, les périodes optimales indiquées dans le plan de travail de SNC-Lavalin pour des tâches de programmes sur le terrain entrent en conflit avec le tableau susmentionné. Étant donné que certains programmes sur le terrain ne peuvent être exécutés de manière constructive en dehors des délais précisés dans le plan de travail de SNC-Lavalin (comme les relevés des oiseaux nicheurs), je présume que les dates jalons d'achèvement sont soit incorrectes, soit flexibles. Veuillez confirmer.

Réponse 10 :

Le relevé des ressources écologiques et des espèces de l'étape 1 défini dans la section 6.1 de la DDP est qualifié de « préliminaire ». Nous reconnaissons qu'il est impossible d'exécuter tous les aspects du relevé à l'étape 1, et qu'en conséquence, d'autres parties du relevé pourraient devoir être terminées dans le cadre des activités de l'étape 2. La section 4.3.1 de l'Appendice 1 de l'Annexe A définit que le relevé préliminaire de l'étape 1 devrait porter sur l'évaluation des habitats et l'identification des espèces, compte tenu des travaux réalisés sur le terrain, des études de bureau et des communications avec les organisations pertinentes. Les relevés sur les oiseaux nicheurs, en plus des autres relevés, au besoin, seraient réalisés à l'étape 2. Le soumissionnaire, s'il a besoin de clarifications à ce sujet, peut se reporter à la section 4.3 de l'Appendice 1 de l'Annexe A. Les dates jalons d'achèvement sont celles fournies dans la DDP et ne sont pas considérées être flexibles.

Question 11 :

Nous répondons à la présente DDP en vertu d'une entente de coentreprise entre deux firmes canadiennes et une firme états-unienne. Le soumissionnaire (qui est l'entité de coentreprise) sera-t-il pénalisé en recevant moins de points (en particulier les points liés à C2) si les deux exemples de projets sont des projets basés aux É.-U. qui ont été exécutés en dehors du Canada?

Réponse 11 :

Selon le critère 2. Client, les points (jusqu'à 5 points) sont accordés selon le type de clients, qui peuvent être d'autres ministères fédéraux ou d'État hors du Canada (4 points) ou d'autres clients (3,5 points).

Question 12 :

La section C3.1 exige une liste des accréditations professionnelles pertinentes et valides reconnues dans la province de l'Ontario (ingénieur, géoscientifique professionnel, chimiste professionnel, professionnel en gestion de projet (PGP), personne qualifiée (Évaluation environnementale de site [EES]), personne qualifiée (Évaluation du risque [ER]), technologue agréé en ingénierie, technologue en sciences appliquées, hygiéniste industriel agréé ou hygiéniste du travail agréé). Le personnel possédant une accréditation équivalente délivrée par une compétence autre qu'ontarienne sera-t-il reconnu et recevra-t-il tous les points? Dans l'affirmative, veuillez clarifier les exigences pour ce qui est de démontrer une équivalence acceptée aux accréditations indiquées reconnues délivrées par l'Ontario.

Réponse 12 :

Une personne clé possédant l'accréditation et les permis professionnels valides et pertinents, lorsque la compétence pertinente est en Ontario, recevra tous les points possibles conformément à la DDP pour être en possession de la certification accréditée. Pour les accréditations et permis professionnels valides et pertinents qui fournissent une couverture pour pratiquer en Ontario, une personne recevra également des points pour la certification accréditée. Les accréditations et permis professionnels pertinents délivrés en dehors de l'Ontario seront pris en compte si aucune désignation ou accréditation équivalente n'existe en Ontario.

L'exigence concernant l'administration responsable est déterminée en fonction de la compétence de l'organisme de gouvernance de l'accréditation et de la désignation. Une désignation et accréditation professionnelle détermine que l'individu est autorisé à pratiquer dans la province où se trouve le site et où les rapports sont soumis. Il est reconnu, toutefois, que les autres accréditations ont également du mérite. Lorsqu'il existe ailleurs une accréditation particulière qui n'est pas disponible en Ontario, cette accréditation peut aussi être jugée acceptable. En outre, en tant qu'organisme d'autoréglementation, fonctionnant généralement en vertu d'une loi, l'organisme de réglementation peut ne pas détenir l'autorité de réglementer les travaux en question réalisés en dehors de leur compétence provinciale.

Question 13 :

La section C2 indique que lorsque des projets sont soumis par une coentreprise, l'une des parties de la coentreprise doit être l'entrepreneur principal pour tous les projets soumis. Veuillez clarifier s'il est entendu que tous les projets doivent être d'une des parties, ou si les projets peuvent être de l'une ou de l'autre des parties de la coentreprise, mais pas d'une partie extérieure à la coentreprise.

Réponse 13 :

Les deux projets doivent être de l'une ou de l'autre des parties de la coentreprise, comme il est précisé en C2. Un projet réalisé par une partie n'appartenant pas à la coentreprise, par exemple un sous-traitant, ne serait pas considéré acceptable.

Une coentreprise formée de l'entreprise A et de l'entreprise B peut fournir des exemples de projets consistant en Projet 1 de l'entreprise A et en Projet 2 de l'entreprise B.

Un soumissionnaire peut satisfaire au critère de l'expérience de l'entreprise en présentant des projets réalisés par différentes firmes de la coentreprise (pour autant que chacun des projets ait été géré par A ou B en tant qu'entrepreneur principal à cette époque).

Question 14:

Combien de propriétaires sont touchés par la zone concernée l'étude? Si le nombre exact n'est pas encore connu, pouvez-vous fournir une estimation?

Réponse 14 :

Le Tableau 6 du plan de travail de SNC fournit l'identité et le nombre de propriétaires.

Question 15:

En ce qui concerne la clause sur le statut d'ancien fonctionnaire de la DDP (section 2.3 – page 3), le soumissionnaire doit-il inclure toute personne faisant partie de l'équipe du projet ou seulement le personnel clé?

Les employés d'anciennes sociétés d'État comme Construction de Défense Canada sont-ils reconnus comme étant d'anciens fonctionnaires?

Réponse 15 :

Pour obtenir la définition d'ancien fonctionnaire, veuillez vous reporter à l'Article 2.3.1 Définition de la DDP.

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada.

Cette clause porte directement sur le soumissionnaire, et non sur les ressources individuelles.

Modification 002

La présente modification vise à répondre à des questions posées par des soumissionnaires et à modifier les tableaux en B1.3 et B2.3 de l'Annexe B.

À B1.3 L'analyse d'échantillons**Tableau 1**

Supprimer: dans sa totalité

Insérer:

A	B	C	D
Description	Quantité estimée	Prix unitaire ferme tout compris	Prix calculé CxD
Programmes d'échantillonnage des sédiments et de l'eau de surface – Toxicité et communauté benthique			
Dépenses – Analyse de laboratoire – Composition chimique, benthos et toxicité des sédiments			
Métaux (incluant Na et P)	50	\$ /échantillon	\$
Pesticides organochlorés	50	\$ /échantillon	\$
Glycols	50	\$ /échantillon	\$
Ammoniac	50	\$ /échantillon	\$
Nitrates et nitrites	50	\$ /échantillon	\$
Azote total Kjeldahl	50	\$ /échantillon	\$
Carbone organique	50	\$ /échantillon	\$
Analyse du calibre du grain (tamis + hydro)	45	\$ /échantillon	\$
pH	50	\$ /échantillon	\$
CPF	53	\$ /échantillon	\$

Toxicité – Ha	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Cd	12	\$	/échantillon	\$
Identification de macro-invertébrés benthiques	36	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Tête-de-boule	12	\$	/échantillon	\$
Dépenses – Analyse de laboratoire – Composition chimique et toxicité de l'eau de surface				
Métaux (incluant Na et P)	14	\$	/échantillon	\$
Glycols	14	\$	/échantillon	\$
Ammoniac	14	\$	/échantillon	\$
Nitrates et nitrites	14	\$	/échantillon	\$
pH	14	\$	/échantillon	\$
Analyse des CPF	18	\$	/échantillon	\$
Toxicité – <i>Lemna Minor</i>	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – <i>P. subcapitalis</i>	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – <i>Ceriodaphnia dubia</i>	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Tête-de-boule	9	\$	/échantillon	\$
Analyse des résidus dans les tissus				
Dépenses – Analyse de laboratoire – Tissus d'origine aquatique				
Analyse des CPF	66	\$	/échantillon	\$
Détermination des lipides (tissus des poissons et invertébrés)	44	\$	/échantillon	\$
Humidité (tissus)	66	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus des poissons et invertébrés)	44	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus végétaux)	22	\$	/échantillon	\$
Dépenses – Analyse de laboratoire – Tissus d'origine terrestre				
Analyse des CPF	66	\$	/échantillon	\$
Détermination des lipides (tissus des mammifères et invertébrés)	44	\$	/échantillon	\$
Humidité (tissus)	66	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus des mammifères et invertébrés)	44	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus végétaux)	22	\$	/échantillon	\$
Enquête sur le sol et les eaux souterraines – Limite de la propriété				
Dépenses – Échantillonnage et analyse du sol et des eaux souterraines				
Analyse des CPF (24 échantillons + 2 doubles + 1 résidu de rinçage provenant de la sonde d'interface + 2 eaux de décontamination)	58	\$	/échantillon	\$
TCLP – Extraction	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – Extraction d'espace de tête zéro	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – Produits inorganiques	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – COV	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – BaP	1	\$	/échantillon	\$
pH initial et final	1	\$	/échantillon	\$
Inflammabilité	1	\$	/échantillon	\$
Analyse des CPF (24 échantillons + 2 doubles)	26	\$	/échantillon	\$
Total				\$

Tableau 2

Supprimer: dans sa totalité

Insérer:

A	B	C	D
Description	Quantité estimée	Prix unitaire ferme tout compris	Prix calculé CxD
Programmes d'échantillonnage des sédiments et de l'eau de surface – Toxicité et communauté benthique			
Dépenses – Analyse de laboratoire – Composition chimique, benthos et toxicité des sédiments			
Métaux (incluant Na et P)	20	\$ /échantillon	
Pesticides organochlorés	20	\$ /échantillon	
Glycols	20	\$ /échantillon	
Ammoniac	20	\$ /échantillon	
Nitrates et nitrites	20	\$ /échantillon	
Azote total Kjeldahl	20	\$ /échantillon	
Carbone organique	20	\$ /échantillon	
Analyse du calibre du grain (tamis + hydro)	18	\$ /échantillon	
pH	20	\$ /échantillon	
CPF	20	\$ /échantillon	
Toxicité – Ha	9	\$ /échantillon	
Toxicité – Cd	9	\$ /échantillon	
Identification de macro-invertébrés benthiques	24	\$ /échantillon	
Toxicité – Tête-de-boule	12	\$ /échantillon	\$
Dépenses – Analyse de laboratoire – Composition chimique et toxicité de l'eau de surface			
Métaux (incluant Na et P)	11	\$ /échantillon	
Glycols	11	\$ /échantillon	
Ammoniac	11	\$ /échantillon	
Nitrates et nitrites	11	\$ /échantillon	
pH	11	\$ /échantillon	
Analyse des CPF	11	\$ /échantillon	
Toxicité – <i>Lemna Minor</i>	9	\$ /échantillon	
Toxicité – <i>P. subcapitalis</i>	9	\$ /échantillon	
Toxicité – <i>Ceriodaphnia dubia</i>	9	\$ /échantillon	
Toxicité – Tête-de-boule	9	\$ /échantillon	
Total			\$

À B2.3 L'analyse d'échantillons

Tableau 1

Supprimer: dans sa totalité

Insérer:

A	B	C	D
Description	Quantité estimée	Prix unitaire ferme tout compris	Prix calculé CxD
Programmes améliorés d'échantillonnage des sédiments et de l'eau de surface – Toxicité et communauté benthique			
Dépenses – Analyse de laboratoire – Composition chimique, benthos et toxicité des sédiments			
Métaux	33	\$ /échantillon	\$
Glycols	33	\$ /échantillon	\$
Ammoniac	33	\$ /échantillon	\$
Nitrates et nitrites	33	\$ /échantillon	\$
Azote total Kjeldahl	33	\$ /échantillon	\$
Carbone organique	33	\$ /échantillon	\$
Analyse du calibre du grain (tamis)	30	\$ /échantillon	\$
pH	33	\$ /échantillon	\$

Analyse des CPF	33	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Ha	10	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Cd	10	\$	/échantillon	\$
Identification de macro-invertébrés benthiques	10	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Tête-de-boule	10	\$	/échantillon	\$
Dépenses – Analyse de laboratoire – Composition chimique et toxicité de l'eau de surface				
Métaux	12	\$	/échantillon	\$
Glycols	12	\$	/échantillon	\$
Ammoniac	12	\$	/échantillon	\$
Nitrates et nitrites	12	\$	/échantillon	\$
pH	12	\$	/échantillon	\$
Analyse des CPF	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Algues	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – <i>Lemna Minor</i>	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – <i>Ceriodaphnia dubia</i>	12	\$	/échantillon	\$
Toxicité – Tête-de-boule	12	\$	/échantillon	\$
Analyse des résidus dans les tissus				
Dépenses – Analyse de laboratoire – Tissus d'origine aquatique				
Analyse des CPF (30 échantillons + 3 doubles)	33	\$	/échantillon	\$
Détermination des lipides (tissus des poissons et invertébrés)	22	\$	/échantillon	\$
Humidité (tissus)	33	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus des poissons et invertébrés)	22	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus végétaux)	11	\$	/échantillon	\$
Dépenses – Analyse de laboratoire – Tissus d'origine terrestre				
Analyse des CPF (30 échantillons + 3 doubles)	33	\$	/échantillon	\$
Détermination des lipides (tissus des mammifères et invertébrés)	22	\$	/échantillon	\$
Humidité (tissus)	33	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus des mammifères et invertébrés)	22	\$	/échantillon	\$
Homogénéisation (tissus végétaux)	11	\$	/échantillon	\$
Enquête hors site sur le sol et les eaux souterraine				
Échantillonnage du sol et de l'eau souterraine				
Analyse des CPF (15 échantillons + 2 doubles + 1 résidu de rinçage provenant de la sonde d'interface + 2 eaux de décontamination)	20	\$	/échantillon	\$
TCLP – Extraction	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – Extraction d'espace de tête zéro	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – Produits inorganiques	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – COV	1	\$	/échantillon	\$
TCLP – BaP	1	\$	/échantillon	\$
pH initial et final	1	\$	/échantillon	\$
Inflammabilité	1	\$	/échantillon	\$
Analyse des CPF (30 échantillons + 3 doubles)	33	\$	/échantillon	\$
Total de l'analyse d'échantillons				\$

À l'annexe C, Exigences en matière d'assurances

Insérer :

C4 Assurance responsabilité aérienne

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance de responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance aérienne doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - f. Assurance des passagers aériens incluant les paiements médicaux : Si des sous-limites s'appliquent à la police de l'entrepreneur conformément à des ententes de transport internationales ou autrement, en aucun cas le montant de la protection ne doit être inférieur à 300 000 \$ par personne. La limite par accident ne doit pas être inférieure à 300 000 \$ multiplié par le nombre de passagers.
 - g. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou la confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme similaire).
 - i. Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

j. **Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le

Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.